



## **COMMUNIQUE DE PRESSE**

### **Les agriculteurs doivent pouvoir vivre de leur travail dignement**

Chacun devrait pouvoir vivre dignement de son travail. Le ras-le-bol des agriculteurs fait écho à la précarisation du monde du travail dans son ensemble. Cette énième crise est la conséquence de décennies de politiques libérales menées par l'Etat en cogestion avec la direction de la FNSEA au service de l'agro-industrie.

Il est urgent de changer de politique pour défendre notre souveraineté alimentaire et protéger nos agriculteurs face à l'inflation et la concurrence déloyale des traités de libre-échange. Le gouvernement doit les entendre et les respecter.

Notre département des Hautes-Pyrénées n'y échappe pas. Pendant que les paysans continuent à disparaître (nous avons encore perdu 1000 fermes sur les 10 dernières années) et que la taille des structures continue à s'agrandir, le revenu agricole n'augmente pas : en 2023, les prix alimentaires ont augmenté de 8% alors que les prix payés aux agriculteurs ont baissé de 10% ! Cherchez l'erreur ! On sait en réalité que l'augmentation des profits réalisés par les entreprises agroalimentaires contribue à hauteur de 49% à l'envolée des prix alimentaires.

Dans une situation où les prix ne couvrent pas les coûts de production et que la valeur est captée par une poignée d'entreprises capitalistes, il est impossible de vivre de son travail et d'engager les investissements que nécessite l'urgente transformation agro écologique. En effet, la réintroduction de l'élevage dans les régions de grandes cultures, l'allongement des rotations ou encore la plantation de haies demandent de se projeter sur le temps long. Comment y parvenir quand on n'a aucune visibilité sur le prix de vente, livré au bon vouloir des forces d'argent ? Il est urgent de donner un horizon aux producteurs et de leur assurer un revenu décent. A quoi bon se lever le matin si ce n'est pas le travail qui fait le revenu mais les subventions publiques ?

---

**PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS – Fédération des Hautes-Pyrénées**

**4 rue des Haras – 65000 TARBES ☎ 05 62 93 12 67**

Courriel : [pcf65@orange.fr](mailto:pcf65@orange.fr) – web : <http://tarbespcf.over-blog.com/>

Nous souhaitons alerter les agriculteurs et la population sur une double-illusion. Celle de la suppression des "normes et des charges" prônée par la Macronie et la FNSEA qui ne vise qu'à justifier la poursuite du libre-échange et exacerbe la concurrence des agriculteurs entre eux à toutes les échelles ; et celle du protectionnisme à la sauce RN qui n'est que le revers de la même pièce (celle de la loi du plus fort) qui ne fait que déplacer les logiques de concurrence sur des critères nationalistes en ne remettant absolument pas en cause les mécanismes de construction du prix. A noter que la majorité du groupe parlementaire d'extrême droite au parlement Européen a voté favorablement l'accord de libre-échange entre l'UE et la Nouvelle-Zélande.

Des solutions existent, le PCF propose notamment :

- de mettre en place une politique agricole internationaliste en remettant en cause les traités de libre-échange sans tomber dans l'écueil du protectionnisme nationaliste (en créant notamment un nouveau cadre de coopération internationale).

- d'instaurer un prix rémunérateur pour les agriculteurs par une intervention publique sur les prix et les volumes, par la fixation de prix planchers, de prix d'objectif et de compléments de prix par des conférences territoriales en lien avec des nouveaux mécanismes de régulation des marchés.

- de réformer profondément la PAC pour financer la nécessaire transformation agro écologique des pratiques agricoles et permettre l'installation massive de nouveaux agriculteurs sur l'ensemble du territoire

- d'instaurer un régime public d'assurance et de gestion des risques à l'échelle européenne permettant à la fois l'indemnisation des calamités et la gestion et l'anticipation des risques.

Avec Léon Deffontaines, tête de liste aux élections européennes et André Chassaigne, député, nous demandons une toute autre répartition des fonds européens, avec des critères visant à reconstruire notre souveraineté alimentaire avec l'objectif de retrouver en France 500 000 agriculteurs et agricultrices d'ici 2030, correctement rémunérés, tout en accompagnant les transformations agro écologiques des pratiques agricoles.